

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je suis heureux que le député ait cité cet extrait de la déclaration que j'ai faite à Halifax au cours de la campagne électorale. Pour une fois, il l'a lu correctement. J'y disais que nous prenions un engagement portant sur les quatre prochaines années.

**M. Crosbie:** Vous avez déjà violé votre engagement.

**M. Trudeau:** Voilà les termes qu'il a employés. Madame le Président, au cours de la première année, soit 1980, nous avons maintenu nos prix plus bas que ceux des conservateurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Crosbie:** Interrogez le consommateur canadien.

**M. Trudeau:** Pendant la deuxième année, soit en 1981, comme le ministre de l'Énergie l'a dit l'autre jour—et le député l'a de nouveau cité correctement—nous nous en sommes tenus à peu près au même niveau que les conservateurs. Par conséquent, si l'on considère la moyenne de ces deux années, nous avons tenu notre promesse et je répète que sur cette période de quatre ans . . .

**M. Andre:** Essayez donc de dire la vérité.

**M. Trudeau:** . . . nous la tiendrons par une marge confortable.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE****L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE FAILLITES**

**Mme le Président:** Le député d'Oshawa a la parole.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Va-t-il poser sa question en espagnol?

**M. Hees:** Oui, son espagnol du dimanche.

**Mme le Président:** A l'ordre!

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Je ne poserai pas ma question en espagnol, madame le Président, mais je ne pense pas que de toute façon elle ait l'heur de plaire au gouvernement.

Aujourd'hui, 100 Canadiens font une faillite personnelle, 100 autres Canadiens en ont fait une hier, et encore 100 autres Canadiens en feront une demain. Ces chiffres inouïs s'ajoutent à ceux des propriétaires qui ont perdu leur maison faute d'avoir pu renouveler leur hypothèque, des agriculteurs qui ont perdu leur exploitation et des petits entrepreneurs qui ont perdu leur affaire à cause de la politique du gouvernement concernant les taux d'intérêt élevés. Pendant combien de temps encore le gouvernement entend-il punir les Canadiens avec ces taux d'intérêt élevés?

● (1430)

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je sais que le député a été absent pendant quelque temps. Je me réjouis qu'il soit de retour. J'avais espéré que la qualité des questions en provenances de ce coin-là s'améliorerait grâce à lui, mais il n'en est rien. Il nous ressert les mêmes vieilles questions posées en son absence. S'il tient à obtenir réponse à ses questions, je l'invite à se reporter au hansard.

\* \* \*

**LES BANQUES****LA BANQUE DE COMMERCE—LE DOUBLEMENT DES BÉNÉFICES ET LA BAISSÉ DES IMPÔTS PAYÉS**

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, le ministre a raison. J'ai été absent deux semaines et pendant mon absence l'économie s'est dégradée comme aussi les réponses du ministre. Les Canadiens glissent vers la faillite personnelle alors que, et le ministre le sait fort bien, les bénéfices des banques continuent de grimper. Il sait aussi que les bénéfices des banques ont triplé en une décennie mais que leurs impôts sont demeurés les mêmes. J'aimerais lui poser une question au sujet d'une de ces banques en particulier. Comment est-il possible que l'an dernier la Banque de commerce canadienne impériale ait réussi à doubler ses bénéfices, de 100 à 200 millions de dollars, tout en parvenant à abaisser ses impôts, de 70 à 18 millions? Comment chose pareille est-elle possible?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, il me faudra examiner la situation de cette banque dans le détail. Mais une explication me vient à l'esprit. C'est peut-être grâce à une politique appuyée par tous les députés, soit l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise. En fait, si les banques ont des impôts à payer, elles peuvent les réduire par le recours à l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise. C'est l'une de ces choses que le député pourrait peut-être glisser dans le dossier de renseignements qu'il apportera avec lui la prochaine fois qu'il ira au Salvador.

**LES IMPÔTS PAYÉS PAR LES BANQUES**

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, le ministre peut bien minauder en répondant, je lui garantis que tous les Canadiens qui courent à la faillite n'ont pas du tout envie de rire des politiques et des agissements du gouvernement. Malgré une forte augmentation de leurs bénéfices, les banques ne paient pas plus d'impôts qu'auparavant, ce qui ne préoccupe pas le ministre, de toute évidence. Le ministre peut-il confirmer que la majeure partie des impôts versés par les banques canadiennes va à l'extérieur du Canada? Pourrait-il confirmer que la majeure partie des 228 millions de dollars versés en impôts par les cinq grandes banques à charte l'année dernière est allée à l'étranger?